

L'ENTRETIEN DU MOIS

Homme réservé mais déterminé, le Conseiller Régional Richard Ferrand trace son sillon en terre bretonne

- **Chef d'entreprise, journaliste, homme politique...**
- **« Je n'aime pas rester à la superficie des choses ! »**
- **Défis et chantiers de la Bretagne de demain...**
- **« Pour éviter une Bretagne à deux vitesses... »**
- **« Dans la vie démocratique, il ne devrait pas y avoir de champs de bataille... »**
- **« On s'enrichit aussi des autres, d'univers insoupçonnés que l'on découvre... »**
- **« Il faut porter haut et fort les enjeux et couleurs du Poher... »**



Un entretien avec M. Richard Ferrand, Conseiller Régional, Président du groupe socialiste au Conseil Régional de Bretagne

« La Bretagne suscite respect et admiration partout en France. Il faut en prendre la mesure. »

Elle est clairement identifiée, reconnue dans son dynamisme culturel et économique.

La Région a le plus faible taux de chômage en France, même s'il est beaucoup trop élevé, bien évidemment.

Le domaine de la recherche, qu'elle soit médicale, océanographique, économique, sociologique, etc., y est de haute volée... » nous a confié Richard Ferrand.

Il est des hommes publics que l'on a parfois l'impression de bien connaître... alors que leur vie et leur personnalité ne se résument pas à leurs fonctions officielles et à l'écho médiatique qu'elles suscitent.

Richard Ferrand est sans doute de ce nombre.

Le tact, la mesure et la retenue de cet homme de pensée, de pondération et de rigueur intellectuelle ont parfois amené d'aucuns à conclure qu'il était un peu distant ; homme de dossiers et de réunions... Mais l'échange plus personnel, la discussion approfondie ou la défense d'un projet le révèle passionné, engagé, enthousiaste...

Actif au cœur de la vie publique de notre contrée depuis quelque vingt ans, R. Ferrand a répondu à l'invitation de Regard d'Espérance – comme de nombreux élus et responsables politiques l'ont fait régulièrement au fil des années – afin de partager avec nos lecteurs des aperçus de son parcours et faire un large « tour d'horizon » des enjeux vitaux pour l'avenir de la Bretagne – et du Centre-Bretagne tout spécialement : un plaidoyer pour le « Poher » et la région, lancé par un homme déterminé à travailler pour leur avenir.

■ **Voudriez-vous vous présenter brièvement ?**

« J'ai 49 ans et suis l'heureux père de trois enfants. Professionnellement, je suis directeur des Mutuelles de Bretagne, qui – contrairement à ce que laisse penser leur nom – sont un réseau sanitaire social, qui offre des services de santé divers et variés, des services d'aide à domicile... Je ne travaille donc pas dans le domaine de la mutuelle complémentaire, mais dans celui des prestations de santé.

Je vis et travaille en Bretagne depuis plus de vingt ans, et me sens profondément breton. Je suis conseiller régional.

Riverain du canal de Nantes à Brest, j'ai la chance de pouvoir aller respirer l'air frais sur ses bords afin de m'oxygéner l'esprit avant d'aborder mes journées, ce que je m'efforce de faire chaque matin.

Je suis né dans le département de l'Aveyron, de parents issus de l'artisanat et du commerce. Après des études littéraires et juridiques, j'ai été très jeune chef d'entreprise, puis journaliste, avant de travailler au sein de cabinets ministériels au début des années 1990. C'est en 1993 que j'ai été recruté à la tête des Mutuelles de Bretagne qui représentent le premier réseau sanitaire et social finistérien, avec aujourd'hui 350 salariés...

Simultanément, j'ai mené une vie militante, politique, sans doute parce que j'aime, depuis toujours, vivre dans des mondes différents. Je n'ai jamais souhaité ne faire qu'une seule chose à la fois... »

■ **Journaliste, responsable d'entreprise dans les domaines de la presse et des assurances mutuelles, auteur d'ouvrages spécialisés, homme politique... votre parcours a emprunté des chemins qui paraissent très divers ; quels engagements ou quelle « philosophie » les relie entre eux ?**

« Ce qui est constant, c'est mon naturel assez curieux, et mon intérêt pour tout ce que la vie peut nous donner à apprendre, notamment des rencontres... »

J'ai, par exemple, participé à la rédaction d'ouvrages collectifs sur la communication politique, puis j'ai travaillé sur des ouvrages plus scientifiques, notamment sur le système immunitaire – un livre intitulé « La solitude biologique » – écrit avec le Pr Salmon...

Dans chaque rencontre, pour peu que l'on s'intéresse aux autres, on découvre beaucoup de richesses, de points de vue, d'idées, d'humanité... Des choses que l'on ne perçoit pas des autres si on ne prend pas le temps ; et je n'aime pas rester à la superficie des choses !

On s'enrichit ainsi des autres, d'univers insoupçonnés que l'on découvre. Et la vie terrestre étant très courte, il faut être très attentif à beaucoup écouter, et à essayer de s'enrichir des contacts qu'elle nous offre... En ce domaine, la vie politique permet de nouer des contacts, de faire des découvertes, parfois au travers d'une interpellation sur tel ou tel sujet, ou d'un rendez-vous, d'une conversation... »

■ **De ces expériences différentes et riches, quels sont vos meilleurs souvenirs ?**

« Je garde un souvenir très ému de la visite du Président François Mitterrand dans la commune natale de ma mère, où je l'avais convié en février 1989, avec l'acteur Michel Creton dont je suis un ami, et avec lequel nous avons travaillé sur la situation des personnes handicapées.

Le Président était venu inaugurer une maison d'accueil

spécialisée et s'était exprimé à cette occasion sur le rôle des personnes handicapées dans la société.

Pour le jeune homme que j'étais, cette rencontre – qui fut suivie d'autres – fut un immense honneur, une grande joie, et un souvenir très impressionnant...

Mais les bons souvenirs sont encore davantage constitués de choses « au long cours », de réalisations, de projets qui ont abouti, à force de ténacité...

Par exemple, chaque réunion de chantier qui a permis au collège de Carhaix de devenir un formidable outil de travail, demeure un bon souvenir.

De même pour la valorisation du canal de Nantes à Brest, la création de voies vertes, la participation à des mouvements collectifs, comme celui pour le maintien de l'hôpital de Carhaix...

C'est aussi, par exemple, avec beaucoup de passion que j'ai partagé avec Monsieur Yves Morvan la création du garage solidaire qu'il développe avec beaucoup de dévouement, de sens social et d'efficacité économique. Le travail d'insertion et de solidarité que produit ce garage est une initiative en tous points formidable...

Ce sont donc plus les souvenirs de cheminement que des souvenirs d'événements. »

■ **Ne vous semble-t-il pas que le « grand public » connaisse peu – ou mal – certains aspects de votre expérience humaine et de votre personnalité : l'homme de passion, de réflexion intellectuelle, de savoir, notamment ? Est-ce volontaire de votre part ?**

« Je réponds à chaque fois que l'on me questionne, et j'essaie de partager mes passions avec toutes les personnes que je fréquente ou rencontre... mais il est vrai que j'ai un naturel assez retenu et discret. L'on m'a parfois dit un peu distant, mais ce n'est pas cela : c'est une réserve naturelle.

Mais je suis capable de beaucoup d'enthousiasme, et aussi d'acharnement ! Et fondamentalement, j'ai le cœur et les bras grands ouverts aux autres.

Pour mieux faire connaître ce que je fais et ce que je pense, j'écris régulièrement sur un « blog » que chacun peut consulter librement sur www.richardferrand.fr ! »

■ **Le Centre-Bretagne est-il un « champ de bataille » politique particulièrement difficile, ou est-il semblable à d'autres ?**

« La question recèle une part de la réponse ! Dans la vie démocratique, il ne devrait pas y avoir de champs de bataille... Nous sommes un pays globalement pacifique, et qui gagnerait à le rester.

Mais il y a parfois des marques de détestation aussi inutiles que regrettables. En tous cas, elles ne sont jamais de mon fait. Et à de très rares exceptions, j'ai des rapports de grande qualité avec les élus du secteur, les acteurs économiques et associatifs...

Mais finalement, si l'on regarde les choses de près, on constate que le travail se fait dans le silence, et que si l'on entend du bruit, il est très marginal ! Seulement, le bruit s'entend plus que le silence... »

■ **Comment concevez-vous le débat politique, les relations entre élus et adversaires... ? Quelles sont les frontières à ne pas franchir ?**

« Je tiens pour fondamental le respect de l'autre. C'est ce que mon éducation m'a appris, et ce que j'essaie d'enseigner à mes enfants. Peut-être est-ce une faiblesse en politique, mais je suis incapable de détestation. Si quelqu'un est en opposition avec moi, j'essaie toujours de me demander comment s'est construite sa pensée, pour comprendre...

Que des différences existent, c'est normal ; que l'on soit adversaires ou rivaux, c'est la chance de la démocratie. Tous ceux qui s'engagent en politique le font, normalement,

dans l'intérêt public, chacun défendant sa conception de celui-ci, qui est respectable. Mais après les élections, tous doivent travailler ensemble pour le bien public.

Si l'on veut, en tant qu'élu, inspirer le civisme, et inspirer soi-même le respect, il faut s'adresser avec respect aux autres, entre acteurs politiques comme à la population. Car si nous voulons que demain nos enfants soient des citoyens respectueux des autres, il faut que nous leur montrions l'exemple. Il n'y a d'éducation que par l'exemple...

Le respect est le maître mot de la politique, de sa qualité et de sa crédibilité. Car, si vous ne savez pas écouter ce que les autres veulent dire, vous invalidez les idées que vous portez... »

■ **Vous qui avez eu, et avez encore, d'autres activités et responsabilités, n'avez-vous pas été parfois tenté d'abandonner le champ politique pour vous consacrer pleinement à autre chose ?**

« Quand vous faites porter à votre famille les conséquences de votre choix – par vos absences – que vous donnez autant d'énergie, de force et de temps de vie à votre engagement politique, et que le débat devient trop âpre, que l'on perd du temps dans de vaines querelles, on peut être tenté de se demander : « A quoi tout cela sert-il ? »

Je me suis parfois posé la question... Mais ensuite, la réflexion, les lectures, les rencontres aident à se dire qu'il n'y a aucune raison de renoncer à faire un peu de bien parce que de manière marginale l'on essaie de vous faire un peu de mal ! »

■ **Qu'aimez-vous le moins – et au contraire, le plus – dans la vie de l'élu et de l'homme politique ?**

« Le plus, ce sont les rencontres, et d'aller me battre pour un dossier concret, un projet que je trouve juste... Cela me donne une énergie, que certains interlocuteurs connaissent bien !

Le moins, ce sont parfois des réunions interminables et inutiles ; c'est d'avoir le sentiment de perdre mon temps, tout en étant obligé de rester, par courtoisie... »

■ **Conseiller régional, vous avez aussi connu le Conseil général : quelles différences existent entre ces deux responsabilités et fonctions ? Comment les vivez-vous ?**

« Au Conseil général, les responsabilités sont plus immédiates et concrètes : la prise en charge de l'état de dépendance des personnes âgées, l'insertion professionnelle, l'organisation de manifestations culturelles, la construction de collèges... C'est une action de grande proximité.

Le Conseil régional se situe plus dans une action stratégique pour la région, de sorte que l'on peut avoir l'impression d'une moins grande proximité. Bien que le financement de la formation professionnelle, par exemple, incombe à la Région, de même que les lycées...

La nature des compétences est différente. »

■ **Ne vous semble-t-il pas que le rôle de Conseiller régional soit largement méconnu de la population dans son ensemble ?**

« Il est relativement méconnu, et le Conseil régional est parfois perçu comme « hors sol ». Cela tient au mode de scrutin par liste, alors que pour le Conseil général, c'est la personne, le candidat qui est plus directement en jeu.

Ensuite, les compétences paraissent d'une moindre proximité.

La Région a, par exemple, créé 300 points d'accueil dans le cadre des Maisons de Formation Professionnelle (MFP) dont 12 en Centre-Ouest-Bretagne. De la sorte, tout citoyen peut accéder aux informations utiles à son projet de formation... C'est un service de proximité, mais qui n'est pas identifié comme étant une compétence régionale.

Mais quand à Carhaix, on parle lycée, transports et gare,

vie culturelle (etc.), on perçoit bien que le Conseil régional a un rôle dans l'action quotidienne. »

■ **Etes-vous favorable à la réforme qui vise à fondre ces deux mandats en un seul, d'élu territorial ?**

« J'y suis totalement défavorable : une réforme doit apporter un mieux... Or celle-ci crée une sorte d'élu hybride, qui devrait travailler à Quimper le matin, à Rennes l'après-midi, sur des compétences différentes... Résultat : les élus auraient de moins en moins leur mot à dire, parce qu'ils n'en auraient plus le temps. Il leur faudrait travailler de plus en plus dans les lieux de décision, et on les verrait de moins en moins sur le terrain.

Cela ne signifie pas qu'il ne faille pas imaginer des modes de gouvernance différents de ceux d'aujourd'hui, mais en tout cas, pas par cette réforme-là !

Elle entraîne moins de démocratie, et moins d'efficacité...

On pourrait imaginer, par exemple, une redistribution des compétences, pour obtenir davantage de cohérence, tout en maintenant les deux échelons : la proximité pour le département, le stratégique pour la Région...

Est-il bon, par exemple, que les départements continuent à s'occuper des collèges et les Régions des lycées ? Ne faut-il pas unifier tout cela ? »

■ **Vous avez été Président du G.A.L.C.O.B. au début des années 2000, quel regard jetez-vous aujourd'hui sur la marche, le fonctionnement du « pays » ? Vous paraît-il répondre aux attentes et espoirs qu'il avait suscités ?**

« Le G.A.L.C.O.B. était devenu à l'époque le premier « pays » au sens de la « Loi Voynet ». J'ai été fier de travailler à la création de cette entité qui possédait des enjeux spécifiques.

Ce « pays » continue à vivre, à porter des projets, la Région et les différents Conseils généraux l'ayant reconnu comme entité pour contractualiser avec lui, étudier les projets du territoire pour ensuite contribuer à les financer.

Un des défauts fondamentaux de la réforme qui a été adoptée est précisément de rayer quasiment de la carte les pays ! Et pour nous ce serait une grande régression...

Car l'intérêt de cette entité est de nous placer au centre d'un certain nombre d'enjeux et non pas à la périphérie, ici au sud des Côtes-d'Armor, là au nord du Morbihan ou à l'est du Finistère.

Sans cette structure notre développement n'aurait pas pu être celui qu'il a été ces dix dernières années. C'est pourquoi, il nous faut la conserver, et le Président de la Région, Jean-Yves Le Drian, a clairement affirmé qu'il continuerait à organiser les politiques régionales en lien avec les pays. La loi ne peut interdire à des élus volontaires pour travailler ensemble de continuer à porter des projets pour leur territoire. Il nous faut donc persévérer...

Quant à se demander si ce pays répond aux espérances... je sais que sur les enjeux d'aménagement du territoire, du tourisme, du Haut Débit numérique, des services publics (etc.), son existence permet souvent de résister, de proposer et de développer in fine. C'est presque l'inverse qu'il faudrait se demander : si le pays n'existait pas, aurions-nous la qualité de services et de vie que nous avons ici ? Je ne le pense pas ! »

■ **Vu depuis le siège du Conseil régional à Rennes, qu'est-ce que ce Centre-Bretagne ? Comment est-il perçu et regardé ?**

« Il est mieux perçu que nous ne le ressentons nous-mêmes ! Le Président J.Y. Le Drian, mes collègues, mais aussi les fonctionnaires des services, sont globalement assez épatés par le foisonnement d'initiatives qui naissent ici, la détermination que nous avons à défendre nos projets... Le regard est respectueux et parfois même admiratif.

En tout cas, nous sommes bien pris en considération. La Bretagne intérieure est un territoire qui compte beaucoup pour le président et l'ensemble de l'exécutif... »

■ **Que pensez-vous des débats et des mouvements actuels concernant la restructuration territoriale : élargissement ou redécoupage de collectivités, de Communautés de Communes, telle celle du Poher... ?**

« Il me semble que quand des élus estiment devoir travailler ensemble pour mieux servir la population, il faut les laisser faire.

Bien sûr, il faut des lois et des règlements, mais la vie des institutions doit aujourd'hui être souple, permettre une grande adaptation, une grande réactivité, et non pas constituer un carcan qui entrave les initiatives locales partagées.

Les discussions sur les redéfinitions des périmètres des différentes collectivités doivent donc pouvoir aboutir si des volontés communes s'expriment, tout cela devant se faire dans le consensus, afin d'éviter des « guéguerres » territoriales... »

■ **Vous êtes un élu régional : quelles sont les forces et les faiblesses de la Bretagne en tant que Région ?**

« La Bretagne suscite respect et admiration partout en France. Il faut en prendre la mesure. Elle est clairement identifiée, reconnue dans son dynamisme culturel et économique. La Région a le plus faible taux de chômage en France, même s'il est beaucoup trop élevé, bien évidemment.

Le domaine de la recherche, qu'elle soit médicale, océanographique, économique, sociologique, etc., y est de haute volée... Nos atouts sont là.

C'est aussi notre aménagement du territoire : contrairement à d'autres régions, nous n'avons pas une métropole entourée d'un désert, pour caricaturer un peu. Nous sommes la seule région de France à posséder un tel maillage de villes moyennes, à taille humaine, qui jalonnent tout notre territoire, font notre richesse et notre qualité de vie.

On peut voir une faiblesse dans sa périphéricité à l'ouest de l'Europe, mais cette géographie, la Bretagne a montré par son histoire qu'elle a su l'utiliser de manière optimale !

Quand je compare la Bretagne à d'autres régions, je suis certain que nous « jouons en tête » dans de nombreux domaines. Et nous sommes globalement mieux bâtis que d'autres territoires pour aborder l'avenir.

Mais nous avons toujours tendance à regarder à nos faiblesses, et à oublier nos nombreuses forces ! »

■ **L'agriculture et la pêche ont été historiquement parmi les premières richesses de notre région. Elles sont toutes deux gravement en crise depuis des années... Comment envisagez-vous leur adaptation ou leur reconversion ?**

« Il faut bien mesurer que la Bretagne est la première région agricole de France, et la troisième en Europe... L'agriculture est donc un enjeu fondamental pour nous. Or, les projets de la P.A.C. pour 2014, comme les récentes dispositions prises pour la pêche, sont inquiétantes.

De plus, d'une part les agriculteurs rencontrent de grandes difficultés, et d'autre part, vivent très mal d'être montrés du doigt quand des problèmes environnementaux se posent.

On ne règle rien par l'anathème ; il faut éviter les incompréhensions et les crispations entre des agriculteurs qui se sentent injustement traités et rejetés, et une partie de la population qui ne verrait en eux que des pollueurs. Ce n'est tout simplement pas possible.

D'abord, il faut dire la vérité : la Bretagne a une maladie, cet excès d'azote dû en grande partie à l'activité agricole. C'est une réalité que personne ne doit nier. Mais dire la vérité, c'est aussi dire que la Bretagne se soigne et qu'elle se bat pour éradiquer ce fléau. Dire la vérité, c'est aussi dire la complexité du phénomène qui est souvent multifactoriel :

pour faire simple, deux flux d'azote n'entraîneront pas forcément deux marées vertes de même ampleur dans une même baie.

Parallèlement, il faut agir. Cette démarche se veut territoriale, associant l'Etat, les élus, les représentants agricoles et associatifs, les acteurs économiques du périmètre concerné. Elle définit des objectifs : nouvelles pratiques, adaptation du parcellaire, maîtrise du foncier, orientation vers des productions à forte exigence environnementale et des produits à forte valeur ajoutée. Elle s'appuie sur la transparence. Elle suppose une participation active des agriculteurs. Elle est pragmatique car elle n'aboutira que dans la durée et elle supposera beaucoup d'efforts et un accompagnement individuel sur chaque exploitation. Mais elle est confiante car désormais chacun est conscient de la nécessité d'aboutir et chacun sait que l'on peut y arriver.

Nous voulons donc bien organiser une mutation agricole progressive, tout en permettant aux gens de vivre de leur travail sur leur territoire. On ne peut agir là dans la brutalité, mais dans la progressivité et l'accompagnement. »

■ **Qu'en est-il de la pêche ?**

« Notre pêche est menacée par ce qui risque d'être mis en place au niveau européen : des quotas de pêche cessibles. Cela revient à donner la possibilité à de gros intérêts financiers d'acheter des quotas, puis de les revendre, en utilisant les professionnels de la pêche comme des employés, au gré de l'exploitation des ressources maritimes.

Avec nos parlementaires européens, et d'autres régions d'Europe, nous sommes sur le pont pour combattre cela. Mais nous travaillons aussi directement avec la profession pour aider au renouvellement de la flotte, afin d'avoir des unités moins coûteuses, moins polluantes, adaptées à l'évolution de la pêche... Et là aussi, comme pour l'agriculture, nous cherchons un point d'équilibre : pêcheurs et paysans doivent pouvoir vivre dignement et décemment de leur métier, qui est dur, noble, magnifique – il s'agit de nous nourrir tous ! – tout en préservant la ressource. »

■ **Ne craignez-vous pas, comme beaucoup, qu'une Bretagne « à deux vitesses » ne soit en train de se créer, avec un double déséquilibre : une Bretagne-Est prospère, et une Bretagne-Ouest déshéritée ; une Bretagne côtière et citadine riche, et un « arrière-pays » appauvri ? Comment remédier à ce décalage croissant ?**

« J'ai évoqué cette richesse que constitue pour notre région son maillage de villes moyennes, de chefs-lieux de cantons très vivants, de bourgs...

Notre politique régionale doit et entend agir pour que cette richesse ne soit pas atteinte par des mouvements naturels qui entraîneraient tout vers l'Est, c'est-à-dire vers Rennes ou même Paris...

Nous commençons donc nos politiques régionales à partir de l'ouest. Pour le Très Haut Débit, par exemple, nous allons lancer l'opération par l'ouest. J'ai commencé à rencontrer les présidents des Communautés de communes pour leur dire que la Région financerait 50 % de l'installation de la visioconférence dans un lieu public pour la mettre à disposition de tous les acteurs économiques, associatifs...

Tout le schéma d'installation du THD part ainsi de l'ouest, pour anticiper le risque de déséquilibre.

Et pour la ligne ferroviaire à grande vitesse, nous réalisons aussi les investissements simultanément à l'ouest et à l'est...

Car le projet « Bretagne à Grande Vitesse » a pour objectif non seulement de mettre Brest et Quimper à trois heures de Paris, mais d'accélérer la liaison avec Rennes, donc de faciliter le trafic intra-breton...

C'est parce que nous voulons renforcer l'accessibilité à la Bretagne pour les non-Bretons, et la capacité de mouvement de tous les Bretons que nous créons ces infrastructures...

Notre obstination à nous battre pour la RN 164 se situe dans cette même logique. C'est un enjeu essentiel d'aménagement du territoire pour les communes, pour l'agroalimentaire, pour le désenclavement du Centre-Bretagne. C'est pour cette raison que nous intervenons désormais à 50 % des travaux sur cette route nationale qui est hors de notre champ de compétence. C'est ce qui va se passer pour la déviation de Châteauneuf-du-Faou, prochaine échéance.

Il en va de même pour les installations portuaires, les lieux de formation, etc. L'action publique essaie de contrebalancer les flux naturels, pour garantir un aménagement équilibré de la Bretagne... »

■ **La Région a fait le choix de cette ligne ferroviaire à grande vitesse pour le développement économique de l'ouest breton, mais celle-ci suscite des réserves chez certains, qui craignent un délaissement accru des zones rurales au profit du développement de pôles urbains ?**

« Le Train à Grande Vitesse ne pouvait pas être un torillard s'arrêtant dans chaque bourgade... Gérard Lahellec travaille donc à la fois à l'installation de ces grandes lignes, au renforcement de l'axe nord-sud St-Brieuc-Lorient, et à l'amélioration des liaisons intérieures.

Car cette L.G.V. n'a de sens que si sont créés des transports collectifs qui irriguent l'intérieur de la Région...

Ces deux lignes vont donc être de grandes artères qui irrigueront tous les vaisseaux de l'arrière-pays breton. Tel est l'enjeu... »

■ **L'installation rapide du Très Haut Débit numérique sur l'ensemble du territoire breton était le projet préféré par beaucoup... N'aurait-il pas été un facteur de développement meilleur et plus équitable ?**

« La France a pris un très grand retard en la matière... Notre ambition est de mettre le THD dans toutes les habitations bretonnes pour 2025. Cela paraît loin, mais pour un tel chantier, 15 ans, ce n'est pas long. Il y a, de toute façon, un temps incompressible pour généraliser ce THD, qui existe déjà en certains points du territoire.

Il ne faut pas opposer les deux – LGV et THD – comme un choix exclusif entre l'un ou l'autre, mais considérer que nous avons la capacité de faire les deux dans le temps. Ce n'est pas parce que nous aurions dédié au THD les fonds consacrés au train, qu'on aurait pu avancer beaucoup plus vite.

Les enjeux technologiques sont considérables, et les travaux qui sont menés un peu partout pour le train vont permettre d'accélérer la mise en place des fibres optiques, et autres, pour le Très Haut Débit. »

■ **Ne serait-il pas possible de faire de la Bretagne une région pilote en ce domaine, comme elle l'a été dans les télécommunications dans un récent passé ?**

« Absolument, et c'est l'objectif ! « La Bretagne première région numérique populaire »... Les semaines à venir montreront que notre région va être à la pointe en matière de THD pour tous, tant en termes de capacités financières et de capacité d'action que de calendrier...

La Région, les quinze collectivités territoriales et l'Etat ont signé la même copie, grâce au consensus breton qui a été obtenu. »

■ **Les zones rurales souffrent encore et toujours d'une désertification rampante, d'un vieillissement de leur population... Comment percevez-vous ces problèmes ? Et quelles solutions préconisez-vous ?**

« Le fait que l'on vive plus vieux est une bonne nouvelle... C'est le problème du renouvellement des générations qui se pose, et celui du dépeuplement de certains secteurs.

On constate, en examinant les évolutions démographiques récentes, que s'il existe sur un petit territoire

un « cœur » doté de services de qualité, la campagne alentour vit.

Carhaix et le Poher ont, par exemple, une évolution démographique positive. A l'inverse en d'autres endroits, comme dans le Yeun Elez ou ailleurs, l'on observe un dépeuplement progressif.

Là encore, la solution est le développement local : faire en sorte que l'on puisse avoir dans la proximité les services nécessaires – écoles, crèches, halte-garderie, service de santé... – mais avant tout l'emploi. Car nous avons beaucoup de jeunes qui font des études de qualité, puis doivent s'expatrier pour trouver de l'emploi.

Or, l'un des handicaps des zones rurales est l'absence d'emplois tertiaires qui offrent des carrières à des personnes qui ont fait des études.

On ne peut déménager les villes à la campagne, mais on peut travailler à maintenir une offre de services publics qui crée de l'attractivité et qui favorise un développement économique... »

■ La Région œuvre pour la sauvegarde de la langue bretonne, et la promotion de sa culture... Quelles sont les lignes forces de sa politique en ce domaine ?

« C'est un sujet qui fait largement consensus au Conseil régional. Et notre contrée est une des premières bénéficiaires de cette politique, puisque l'Office de la langue bretonne, le lycée Diwan, etc., sont implantés à Carhaix !

Il existe une réelle volonté de soutenir les langues de Bretagne – car il ne faut pas oublier le gallo. Plusieurs millions d'euros d'argent public par an sont consacrés à la préservation de ces langues qui sont un élément fondamental du patrimoine.

La rentrée scolaire 2011 a démontré que jamais autant de jeunes n'avaient choisi et pu apprendre la langue bretonne. Ceci montre que les efforts entrepris (je me souviens du travail que j'ai mené au Conseil général avec mon collègue André Le Gac) portent progressivement leurs fruits. »

■ Etes-vous favorable à une Bretagne à cinq départements ? Si oui, pourquoi ? Et comment cela pourrait-il se réaliser ?

« Comme pour les Communautés de communes, il ne faut pas entraver ce que des élus et des populations veulent faire librement.

C'est donc aux élus concernés de réaffirmer leur volonté – nous l'avons fait plusieurs fois très clairement au Conseil régional de Bretagne – et aux habitants et élus de Loire-Atlantique de regarder comment, par effet de dominos, réorganiser ce qui s'appelle aujourd'hui les Pays de Loire... »

■ Une intéressante collaboration s'est mise en place entre le C.H.U. de Brest et l'hôpital de Carhaix pour la sauvegarde de ce dernier... Quelles collaborations semblables notre ville – et d'autres en Centre-Bretagne – pourraient-elles développer afin de se renforcer ?

« Il est difficile de ne pas paraître immodeste en parlant de soi, mais je voudrais rappeler à ce sujet que j'avais été le premier à faire une démarche vers le C.H.U. de Brest au moment où notre hôpital était en danger. Et j'avais obtenu le soutien d'une quinzaine de professeurs de médecine – praticiens chefs de service sensibles aux enjeux de santé et de territoire – qui disaient leur attachement à l'hôpital de Carhaix et leur disponibilité pour étudier des collaborations...

Brest a vocation à devenir une métropole d'équilibre, mais à condition qu'elle joue son rôle pour irriguer et non pas pour drainer.

Il lui faut aussi trouver un lien avec Quimper pour former un axe Quimper-Brest comme l'on a Nantes-Rennes, puisque l'un et l'autre ne peuvent rayonner que vers l'est.

C'est en lien avec nos territoires – Carhaix, Morlaix, Châteaulin... – que Brest et Quimper pourront se renforcer et

que nous nous renforcerons nous-mêmes en coopérant.

Et il faut que nous soyons ici en « pôle position » de l'irrigation de la métropole brestoise. Nous avons des coopérations à imaginer – non seulement dans le secteur hospitalier – mais de même dans les secteurs universitaire, culturel et autres...

Il faut avoir une vraie vision et une grande ambition pour ces coopérations ; non pas un esprit de clocher, mais cet esprit de mutualisation qui fait partie des valeurs bretonnes.

Les partenariats qui se nouent enrichissent tout le monde... »

■ Quels atouts notre contrée a-t-elle à valoriser ?

« La qualité de la vie, entre autres. Les Brestoïens ont l'impression que Carhaix est très loin... Je leur explique souvent que de Brest, l'on va plus rapidement à Carhaix qu'à Douarnenez, mais ils ont du mal à le croire !

En revanche, ceux qui ont découvert notre territoire sont conquis par ses avantages. A nous de les valoriser.

Il faut que l'on se fasse découvrir, car pour reprendre un slogan publicitaire : découvrir le Poher, c'est l'adopter... »

■ Elu du Centre-Bretagne depuis 1998, quelle part envisagez-vous de prendre dans sa vie politique à l'avenir ?

« Mon analyse est que les politiques publiques conduites par l'Etat vont à rebours des intérêts de la population, mais aussi singulièrement de la Bretagne.

Je veux donc prendre toute ma part dans un changement de la politique nationale et européenne.

Je vais participer très activement à la campagne politique pour l'élection présidentielle, puis serai candidat à la députation en 2012, si les socialistes du centre-Finistère m'investissent.

J'ai acquis une certaine expérience, en tant que conseiller municipal, conseiller général, aujourd'hui conseiller régional ; je crois connaître le territoire de notre circonscription jusque dans ses moindres recoins pour l'avoir sillonnée depuis longtemps.

C'est la plus grande de France, et la plus belle, je trouve : de Carhaix à Ouessant, en passant par Camaret ; de Plougastel aux portes de Brest à Kerlaz aux portes de Douarnenez ; des Monts d'Arrée aux Montagnes Noires, baignée par le canal au milieu...

Il faut porter haut et fort les enjeux et les couleurs du Poher, du Finistère intérieur, et je suis volontaire pour cette mission... »

(Entretien recueilli par S.C.)